ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aviation légère

Question écrite n° 70922

Texte de la question

Mme Valérie Pecresse * attire l'attention de M. le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sur les inquiétudes des associations représentatives des activités aéronautiques sportives et de loisir. En effet, la loi organique relative aux lois de finances donne aux administrations publiques la possibilité de créer de nouvelles redevances pour assurer l'autonomie financière de leur fonctionnement. Il semblerait que la direction générale de l'aviation civile compte utiliser cette disposition sans faire de distinction entre l'aviation commerciale et l'aviation sportive et de loisir. Or, si ce projet de redevance aéronautique ne poserait pas de problème majeur pour l'aviation commerciale, il ferait peser sur l'aviation sportive et de loisir des charges financières sans commune mesure avec ce que les structures associatives peuvent supporter et les condamnerait ainsi à court terme. Elle rappelle que ces structures associatives ont largement participé à la longue culture aéronautique française, connue et respectée dans le monde entier. Ces associations et leurs bénévoles ont su bâtir et développer un tissu aéronautique qui joue également un rôle important auprès des jeunes en suscitant des vocations vers les métiers de l'aérien. En conséquence, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour ne pas mettre en péril l'aviation sportive et de loisir.

Texte de la réponse

La mise en place de nouvelles redevances applicables aux usagers de l'aviation générale, et en particulier de l'aviation légère et sportive, suscite de fortes inquiétudes au sein des fédérations d'adhérents, à une période où celles-ci subissent une érosion régulière de leurs effectifs et de leurs activités. Jusqu'à présent, l'encadrement et le contrôle technique des activités de ce secteur (délivrance des licences et des qualifications, délivrance de documents de navigabilité pour le matériel volant, organisation des examens...) sont financés sur le budget annexe de l'aviation civile, par la taxe générale de l'aviation civile payée par tout passager aérien au départ d'un aéroport français. En particulier, les fédérations d'aviation légère et sportive ne sont soumises à aucune redevance, ce qui constitue une situation unique en Europe. La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui entre en vigueur dès le 1er janvier 2006, et notamment son article 18, prévoit que les activités de prestations de services du budget annexe de l'aviation civile doivent être financées par la perception de redevances auprès des utilisateurs. Ce mode de financement apparaît plus juste, puisqu'il inscrit le principe de paiement d'un service rendu par l'usager concerné. Par conséquent, maintenir le système actuellement en vigueur, c'est-à-dire perpétuer la gratuité des services rendus, conduirait à exclure le financement de ces activités du budget annexe de l'aviation civile et à les reporter sur le budget général, ce qui aurait pour conséquence de voir les moyens qui y sont consacrés se réduire rapidement. Conscient de la richesse que constitue pour la France le tissu associatif de l'aviation légère et sportive, et dans le but de ne pas mettre en péril le développement de ce secteur, le Gouvernement a décidé de maintenir le financement de l'encadrement de l'aviation légère sur le budget annexe de l'aviation civile. Cette position demande d'accepter en contrepartie le principe du paiement de redevances. Pour autant, l'impact économique de cette réforme sur les acteurs concernés fait l'objet d'une étude très attentive, et il n'est pas question de voir les usagers financer la totalité des coûts associés. Une concertation approfondie a ainsi été entamée entre l'administration et les fédérations afin

de définir, d'une part, le périmètre des prestations qui doivent donner lieu au paiement de redevances et qui seront en tout état de cause en nombre limité, et, d'autre part, le niveau de ces redevances. Afin que cette concertation se déroule dans un climat serein et aboutisse à des propositions, le Gouvernement a d'ores et déjà décidé de suspendre la perception de cette redevance pour l'année 2006.

Données clés

Auteur : Mme Valérie Pécresse
Circonscription : Yvelines (2e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 70922
Rubrique : Sports
Ministère interrogé : transports, équipement, tourisme et mer
Ministère attributaire : transports, équipement, tourisme et mer

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 26 juillet 2005, page 7336
Réponse publiée le : 30 août 2005, page 8262